



LES DÉFIS DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉ EN SANTÉ ENVIRONNEMENTALE EN AFRIQUE

MAI 2021



AVANT-PROPOS

En 2021, en Afrique, près de 40% des décès prématurés demeurent imputables à des environnements dégradés ou nocifs. Ils sont dus notamment à la pollution chimique, ce qui en fait, selon l'OMS, l'une des régions les plus gravement touchées au monde. Dès 2008, sous l'égide de l'OMS et du PNUE, 52 pays africains se sont engagés à mettre en œuvre les 11 actions prioritaires de l'Accord de Libreville. Ensemble, ils ont établi l'Alliance Stratégique Santé et Environnement (HESA) qui constitue à la fois un cadre institutionnel et une plateforme d'appui essentiel aux pays pour la mise en œuvre de ces stratégies intégrées en matière de santé et d'environnement.

Les impacts profonds de la pollution et de cette pandémie engagent l'ensemble des acteurs à repenser transversalement la notion de santé. Ils invitent à évaluer les services et les politiques publiques sous l'angle des impacts ou bénéfiques sur la santé de l'Homme et des Ecosystèmes. Ces actions dans l'esprit d'une approche One Health visent à impulser considérablement les synergies entre les différentes parties prenantes pour avoir de l'impact et l'inscrire dans la réalité des territoires, des citoyens.

Le plan stratégique 2020-2030 de l'HESA invite instamment les acteurs de l'aide publique au développement et les états à renforcer leurs compétences et capacités pays pour incarner et mettre en œuvre des programmes d'actions conjointes en matière de santé environnementale sur 8 axes stratégiques au meilleur coût-efficacité, de façon à réduire durablement les risques environnementaux, déterminants majeurs de la santé.

Ce projet de plaidoyer porté par Armelle HEBERT a été co-organisé avec le Think Tank (Re)sources en mai 2021. Il vise à sensibiliser et fédérer une communauté d'acteurs pour engager des actions concrètes de renforcement de capacités sur ces défis communs et majeurs. Sont retranscrits ici les regards croisés des Panélistes représentants d'institutions internationales, d'académiques d'acteurs publics, privés, d'opérateurs et d'ONGs impliqués sur le continent et les axes de discussion engagés avec les participants en ligne lors de ces 3 Webinaires.

Pour un renforcement des capacités de santé environnementale en Afrique : Cadre de Politiques Publiques - Défis & Opportunités



Armelle Hebert
Environmental Health, Intelligence & Perspectives

Lors du premier Panel, **Armelle Hebert** a mentionné les leviers du Nouveau Plan stratégique 2019-2029 de l'HESA. L'amélioration de la gouvernance entre environnement et santé publique s'inscrit dans l'intégration de la santé dans toutes les politiques publiques (WHO-Health in All Policies). Ce cadre apporte et propose des solutions innovantes ouvrant sur des processus de décisions et de synergies à intensifier sur huit domaines d'interventions conjointes. Ces huit priorités stratégiques à coût-efficacité optimal intègrent 1) l'accès à l'eau potable et à un assainissement sûr, 2) la pollution de l'air et les énergies propres, 3) les pollutions marines et côtières, 4) la gestion rationnelle des produits chimiques et déchets plastiques, biomédicaux, électroniques et électriques, 5) le changement climatique et la santé, 6) l'urbanisation favorable à la santé, 7) la conservation de la diversité biologique et gestion des ressources naturelles (capital naturel), 8) la mise en place des mécanismes de financements durables. Si elle est promue de façon appropriée et stratégique, la Déclaration de Libreville peut véritablement servir de levier fort pour opérer des investissements intelligents à impacts durables et à grande échelle. Seul un engagement intersectoriel itératif sur ces défis de santé environnementale permettra de forger un partenariat durable entre les divers ministères de l'État, le secteur public et privé et les partenaires de développement, et en cela l'atteinte des 17 ODDs.



Dr. Maria Neira
*Directrice du Département Environnement, Changement Climatique et Santé de l'OMS**

Le **Dr Maria Neira** du Département Environnement Santé & Climat de l'OMS a rappelé les atouts considérables de l'Afrique qui est un continent très jeune, et qui peut engager des décisions et investissements intelligents pour réduire de façon drastique les risques environnementaux, déterminants majeurs de la santé, et cela sur 2 axes prioritaires que sont l'air et l'eau. Le 1er étant celui des énergies propres; la pollution atmosphérique (PA) en Afrique représente aujourd'hui le risque numéro 1 en matière de santé publique, désormais devant l'eau insalubre et la mortalité infantile.

D'après les chiffres de de la Banque Mondiale, il y a 10 ans déjà, la PA coûtait à l'Afrique environ 3,8 % du Produit national brut (PNB). Sans actions d'envergure, le coût sanitaire risque d'augmenter plus rapidement que le PNB. Ensuite, dans l'esprit du plan Marshall qui a constitué un déterminant majeur en termes de développement en Europe, l'évidence qui hélas demeure une urgence, réside dans le développement des infrastructures d'eau et d'assainissement.



Michèle Legeas
*Docteure en sciences, ingénieure sanitaire, épidémiologiste de terrain et Professeure à l'EHESP***

Au delà de l'urgence en matière d'accélération des investissements, il est également déterminant de renforcer les capacités et compétences humaines et techniques des pays pour leur permettre de mettre en oeuvre ces plans, programmes et projets au niveau local, régional et national. Ces actions exigent un effort continu et à long terme qui doit être institutionnalisé dans le processus de planification et de mise en oeuvre, depuis les besoins locaux (villes et territoires) jusqu'aux programmes aux niveaux national et/ou régional. Leurs buts est en effet de renforcer, d'actualiser, voire d'adapter et de faciliter les ensembles de compétences et de processus impliquant des apports humains, financiers, techniques, organisationnels, collaboratifs, inclusifs.

Michèle Legeas, Docteur en Sciences, ingénieure sanitaire, Épidémiologiste de terrain et Professeure au sein de l'EHESP est venue partager les retours d'expérience de deux projets conduits en Tunisie et au Burkina Faso. Michèle a particulièrement insisté sur l'importance de la cohérence et de la coordination des différents acteurs au niveau des territoires sur ces défis de santé environnementale. En effet, si l'ensemble des acteurs sont conscients des défis et souhaitent s'engager pour un environnement plus favorable à la santé, les territoires et leurs élus doivent élaborer une vision et un agenda stratégique pour coordonner les actions et solutions proposées par des organisations d'horizons différents, et cela au plan intersectoriel.



REX & Programmes d'actions conjointes Intersectorielles

Partage d'initiatives territoriales en matière de santé environnementale engagées en Afrique

INITIATIVE DE SANTÉ URBAINE ENGAGÉE PAR LA VILLE D'ACCRA AU GHANA

Dr. Pier Mudu, Statisticien et Géographe au Centre Environnement et santé de l'OMS

Le **Dr Pier Mudu**, géographe et épidémiologiste au sein du Département Environnement - Santé & Climat de l'OMS est responsable de l'évaluation de l'impact de la pollution atmosphérique et de l'évaluation des politiques urbaines liées à l'environnement. L'initiative de santé urbaine engagée par la ville d'Accra au Ghana a mobilisé l'ensemble des parties prenantes au sein d'un vaste programme intersectoriel pour réduire l'impact de la pollution atmosphérique. Ce processus en six étapes conduit au niveau territorial a débuté par la cartographie de la situation, des processus et politiques décisionnelles, pour ensuite adapter les outils d'évaluation sanitaires et économiques au contexte local. Après quoi, l'évaluation des coûts-bénéfices sanitaires de scénarii alternatifs a permis d'engager la mise en œuvre de plans d'actions incluant toutes les parties prenantes (institutionnelles, territoriales, industriels, opérateurs, experts techniques, professionnels de santé, ONGs, société civile) en y associant le renforcement des capacités locales et l'évolution des politiques publiques au niveau local. D'autres initiatives similaires sont en cours d'engagement au sein d'autres grandes villes sur le continent et mobilisent l'ensemble des acteurs sur ces défis environnementaux, sanitaires et climatiques majeurs.



LE FUTURE AFRICA CAMPUS DE PRETORIA

Dr. Natalie Aneck-Hahn, Directrice de l'Unité de recherche Pollution Environnementale Chimique et Santé à l'Université de Pretoria

Le Future Africa Campus de Pretoria, inscrit désormais dans l'approche One Health, entend renforcer les plateformes de recherche au niveau continental pour soutenir les études environnementales et sanitaires nécessaires au renforcement scientifique, indispensable pour orienter et soutenir l'élaboration de recommandations de politiques publiques intersectorielles (Health in All Policies). En effet, les dynamiques d'urbanisation, de développement industriel et économique accélérés ont accru les pollutions environnementales impactant l'eau, l'air et les sols de façon profonde et constituent aujourd'hui des facteurs de risques chroniques majeurs pour la santé de l'homme et des écosystèmes. Le département Pollution Environnementale et Santé Humaine de l'Université de Pretoria dirigé par le **Dr Aneck-Hahn** a initié d'importantes collaborations pour répondre aux enjeux de prévention des expositions induisant des pathologies induites par l'impact de ces polluants environnementaux, dont les perturbateurs endocriniens, pouvant générer des effets sur plusieurs générations. En parallèle de la mise en place de programmes de biosurveillance, d'études épidémiologiques mettant en évidence l'augmentation significative de pathologies hormono-dépendantes et neuro-développementales, le département engage des actions de recherche au niveau continental et international pour sensibiliser et former l'ensemble des acteurs à engager des actions de prévention intersectorielles. Les deux congrès internationaux organisés sur les Perturbateurs endocriniens en 2015-2019 ont permis de mobiliser les scientifiques, les professionnels de santé et acteurs institutionnels afin de sensibiliser et engager la formation de l'ensemble des acteurs sur ces défis de santé publique.



A ce titre, une initiative majeure vise à faire évoluer la sécurisation des filières de traitement sur l'ensemble du cycle de l'eau. Face à la liste croissante des contaminants chimiques détectés en non réglementés dans le cycle de l'eau, leur analyse, substance par substance n'est ni représentative des effets sur le vivant, ni tenable pour les laboratoires d'analyse de l'eau. Une approche innovante intégrant l'utilisation d'outils bioanalytiques permet à présent la détection des effets toxicologiques précoces induits par ces cocktails de polluants chimiques détectés sur le cycle de l'eau. Développées et démontrées dans de nombreux projets à l'international et européens, ce monitoring innovant dans le domaine de l'eau constitue un changement de paradigme, passant d'une approche substance à une approche effet, fondamentalement plus prédictive et plus protectrice pour la santé de l'homme et des écosystèmes.

Adossée à un cadre d'interprétation sanitaire et environnemental validé par les institutionnels (UE, USA, Australie, etc.), l'objectif du projet de preuve de concept engagé entre la Water Research Commission (Pretoria) et le Global Water Research Coalition au niveau international (2018-2022) vise à développer des guidelines pour les opérateurs et les autorités locales/internationales pour leur mise en œuvre dans les plans de sécurité dans l'ensemble du secteur de l'eau (Effect-Based Monitoring in WHO-Water Safety Planning). Pour la Water Research Commission, autorité sanitaire en matière de qualité d'eau en Afrique du Sud, cette approche innovante conjugue de nombreuses valeurs ajoutées : une efficacité analytique et budgétaire, une meilleure optimisation des filières de traitement de l'eau (conventionnelles et réutilisation de l'eau (REUSE)) assurant une meilleure réduction de l'empreinte chimique sur l'ensemble du cycle de l'eau. Par ailleurs, elle apporte un cadre renforcé et harmonisé au niveau international (WHO-Water Safety Planning) permettant de promouvoir la réutilisation de l'eau autant que faire se peut et donc de mieux protéger la ressource en eau pour la potabilisation, face notamment aux défis climatiques impactant les pays du Sud et aux défis de relocations d'activités agricoles et industrielles générées par la pandémie.



ACTIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT À L'INTERNATIONAL EN LIEN DIRECT AVEC LES DÉFIS DE SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

Lylia Coelho, Directrice du Développement au sein de la Chaire Agro Paris Tech Suez - Water For All

Lylia Coelho, Directrice du Développement au sein de la Chaire Agro Paris Tech Suez - Water For All, nous a présenté les actions en matière de développement à l'international en lien direct avec les défis de santé environnementale. Ces actions conjuguent à la fois le transfert de compétences par le volet académique, les innovations engagées par le secteur privé et l'engagement sociétal et institutionnel pour le renforcement de la place des femmes dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

La Chaire Agro ParisTech-SUEZ "Eau pour Tous" entend contribuer principalement à l'ODD 6 par l'accroissement des compétences des dirigeants des services urbains d'eau et d'assainissement, par la formation à 360°, le partage du savoir et la contribution à la recherche. Ses formations sont élaborées pour répondre aux problématiques spécifiques des grands services urbains d'eau et d'assainissement dans les pays émergents et en développement. Avec ses partenaires en France et dans les pays du Sud, la Chaire accompagne les professionnels jouant un rôle essentiel dans la conduite des réformes et du changement dans des environnements en pleine croissance et en interaction constante avec les institutions. En lien avec les universités du Sud, les offres de formations "International Executive Master, formations courtes et les Séminaires pour les Cadres Dirigeants sont conçues pour s'adapter sur un horizon variant entre 5 et 10 ans à l'échelle des grandes villes, des régions et des États.

Par ailleurs, les innovations issues du secteur privé combinant la recherche et l'intelligence artificielle ont permis d'apporter des solutions aux territoires impactés par l'épidémie du Covid 19. Les équipes de SUEZ ont développé « Covid-19 City Watch », une offre à destination des collectivités locales, qui couple la détection de marqueurs du virus SARS-Cov-2 dans les réseaux d'assainissement à une plateforme digitale. Ainsi équipées, les autorités locales sont en mesure de localiser les foyers d'infections et d'anticiper les mesures sanitaires pour éviter de nouvelles contaminations. D'autre part, en partenariat avec l'AFD, des actions majeures sont engagées dans les régions du sud pour développer de manière inclusive, le leadership et la place des femmes dans l'économie locale en matière de prévention, de cohésion et de pérennité des services essentiels.



“

Le numérique n'est pas virtuel, mais matériel ; il a un coût pour l'environnement et pour notre santé. Pour chacune des étapes de sa chaîne de valeur (extraction des matières premières, fabrication des composants, des logiciels, gestion des centres de données et des plateformes), les ressources nécessaires en eau, en minerais et en énergies sont colossales.

LE COÛT ENVIRONNEMENTAL DU NUMÉRIQUE

Dr. Clémentine Lepicier, Doctorante à l'École des Ponts sur les enjeux croisés du numérique en Europe et en Afrique

Le **Dr. Clémentine Lepicier** rappelle que l'Afrique est le premier maillon (extraction minière) et dernier maillon (déchets électroniques) qui permet à la chaîne de valeur du numérique d'exister. Les activités de ces deux maillons sont nocives pour la santé et l'environnement et particulièrement pour les femmes et les enfants les plus sensibles à la pollution chimique.

Pour limiter ces impacts, l'Europe, grande consommatrice du numérique développe des critères de financement durable et innovant pour le secteur minier et la gestion des déchets électroniques.

En même temps, si les impacts du numérique sur les environnements et la santé sont préoccupants, des solutions numériques existent pour les réduire. Ces solutions permettent aux entreprises à la fois de faire progresser l'efficacité opérationnelle, la productivité, mais aussi la sécurité du personnel, le respect de l'environnement et le rendement énergétique.



Innovations institutionnelles sur les Défis de Santé Environnementale



Benoît Miribel
*Président du Centre Français des Fonds et
Fondations SCJ de la Fondation
"Une santé Durable pour Tous"*

UNE SANTÉ DURABLE POUR TOUS

Benoît Miribel a présenté la Fondation « Une Santé Durable pour Tous » (USDT), fondée en octobre 2020 en partenariat avec le World Health Summit (WHS) fondé à Berlin par le Professeur Detlev Ganten. La pandémie actuelle souligne nos fragilités humaines, environnementales et institutionnelles, tout en mettant en lumière des chemins de résilience. Elle nous force à accélérer les transitions économiques, énergétiques et écologiques dans le sens du développement durable. Elle révèle notre insuffisante préparation face à l'émergence infectieuse qui ne peut être contenue que dans le cadre d'une approche intégrée, équitable et globale de la santé.

Pour ce faire, nous devons prendre en compte le continuum qui existe entre environnement, santé animale et santé humaine (concept « One Health ») dans une approche sans frontières géographiques (concept « Global Health ») avec un accès universel. Ce continuum requiert une approche holistique de la santé humaine, multidisciplinaire et multisectorielle, alignée sur nos valeurs universelles en faveur d'un accès équitable pour tous. Cette orientation est souhaitée par de nombreuses communautés, des associations, des fondations, des chercheurs et des patients, des entrepreneurs innovants et des gouvernements. La Démarche « ONE SUSTAINABLE HEALTH » (OSH) Forum a pour ambition de rendre opérationnelle une approche intégrée, équitable et globale de la santé. Elle doit faciliter un travail collaboratif aujourd'hui indispensable pour définir les priorités mondiales et les actions opérationnelles nécessaires à une santé durable pour tous. Cela nécessite de pouvoir impliquer l'ensemble des acteurs clés, parties prenantes de notre santé, dans un Forum International où chacun pourra apporter son expertise et permettre une véritable approche transversale sans frontières.

En termes d'agenda, des Groupes de Travail internationaux se réuniront à Lyon en juillet 2022 pour définir et élaborer des recommandations opérationnelles qui seront rassemblées dans une « Déclaration One Sustainable Health » diffusée lors du World Health Summit 2022 à Berlin. Cette « Déclaration OSH » permettra de guider les politiques publiques et programmes opérationnels des Etats, des agences internationales, des entreprises, des ONG et des Fondations. Ces actions et recommandations seront étroitement liées à la modification des trajectoires économiques, sociales, énergétiques et écologiques aux fins de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 du Développement Durable.



Dr Manal Azzi,
*Responsable de la sécurité et de la santé au travail
à l'Organisation Internationale du Travail (OIT)*

L'EXPOSITION DES TRAVAILLEURS AUX PRODUITS CHIMIQUES

Le **Dr Manal Azzi**, Responsable de la sécurité et de la santé au travail à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a présenté l'approche tripartite entre les gouvernements, les employeurs et les organisations de travailleurs, la mise en œuvre des normes de l'OIT et son action de leadership multilatéral dans les plateformes IOMC et SAICM. Les travailleurs du monde entier sont confrontés à une crise sanitaire mondiale due à l'exposition professionnelle à des produits chimiques toxiques. Chaque année, plus d'un milliard de travailleurs sont exposés à des substances dangereuses, notamment des polluants, des poussières, des vapeurs et des fumées, dans leur environnement de travail.

L'OIT reconnaît depuis longtemps que la protection des travailleurs contre les produits chimiques dangereux est essentielle pour garantir la santé humaine et la durabilité de l'environnement. Néanmoins, les travailleurs continuent d'être exposés de manière disproportionnée aux produits chimiques dans presque tous les secteurs du lieu de travail.

En 2015, 1 million de décès parmi les salariés étaient dus à une exposition professionnelle, notamment aux poussières, aux vapeurs et aux fumées. Les produits chimiques sont des contributeurs majeurs aux maladies chroniques liées au travail, y compris le cancer. De nouveaux produits chimiques étant introduits chaque année, les mécanismes de réglementation de l'exposition, tels que la mise en œuvre de limites d'exposition professionnelle sont complexes à suivre. Il est donc urgent d'agir et de mettre en œuvre une série de mesures efficaces pour prévenir les dommages aux travailleurs, à leurs familles et aux communautés au sens large. En réponse aux préoccupations internationales croissantes concernant la sécurité chimique, l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) a été élaborée afin de fournir un cadre politique pour la promotion de la sécurité chimique. Les activités sectorielles et thématiques spécifiques de l'OIT comprennent l'exploitation minière, le textile, l'agriculture, la construction, la fabrication électronique, l'ingénierie chimique et les déchets, la gestion des déchets, la prévention des maladies transmissibles et non transmissibles.

Dans le cadre de l'approche "Une seule santé durable", qui nécessite une définition claire permettant à toutes les parties prenantes multidisciplinaires d'y adhérer et de s'y engager, l'OIT invite à engager une action intersectorielle pour mieux prendre en compte et appliquer les déterminants environnementaux et sociaux dans toutes les politiques. En informant, en mettant en œuvre et en formant, l'OIT dispose de nombreux moyens pour fournir des conseils techniques et un soutien pour mieux protéger les travailleurs, les communautés locales et leurs environnements. En partenariat avec toutes les parties prenantes en raison de la nature transversale de la question du "risque chimique", l'OIT soutient des actions par le biais de conventions et de normes (par secteur ou par risque), avec des priorités d'actions autour de certaines substances, avec des actions prioritaires autour des risques industriels/accidentels pour prévenir l'apparition et éviter des catastrophes comme Tchernobyl, Seveso, Bhopal et Beyrouth en 2020.



*Guy Mbayo,
Chef d'équipe intérimaire - Changement climatique,
Santé et Environnement à l'OMS - Bureau régional
pour l'Afrique*

LE PLAN STRATÉGIQUE 2019-2029 INTENSIFIE LES INTERVENTIONS ET COOPÉRATIONS NATIONALES ET RÉGIONALES

Selon **Guy Kakumbi Mbayo**, au sein du département Climate Change, Health and Environment (CHE) de l'OMS à Brazzaville, le paysage politique a beaucoup évolué en Afrique, notamment grâce à l'impulsion des Accords de Libreville en 2008, inscrits aujourd'hui dans l'Agenda 2063 de l'UA. Cette pandémie invite instamment les décideurs et acteurs du développement à engager des investissements intelligents visant en priorité à réduire les risques environnementaux. Le plan stratégique 2019-2029 intensifie les interventions et coopérations nationales et régionales sur ces défis qui constituent à la fois des leviers extrêmement forts de développement des économies des états, en matière de santé, de productivité et de protection du capital naturel. Cinq axes majeurs structurent ce plan, à savoir, i) renforcer les capacités institutionnelles, techniques, infrastructurelles et législatives, ii) renforcer les expertises nationales, iii) développer des systèmes intégrés de surveillance en matière de santé et d'environnement, iv) façonner les programmes de recherche au niveau régional et continental et enfin v) sensibiliser et mobiliser les populations et communautés locales sans lesquelles rien ne peut se faire durablement.

A titre d'exemple, le projet ChemObs initié par l'OMS et le PNUE a pour objectif la gestion rationnelle des produits chimiques. Le secteur chimique en Afrique est amené à jouer un rôle de plus en plus important dans de nombreux pays du continent. Des produits chimiques industriels dangereux tels que les polluants organiques persistants (POP), les pesticides, l'arsenic, le cadmium, le plomb et le mercure continuent d'être utilisés et sont rejetés directement dans le sol, l'air et l'eau, avec des conséquences majeures sur l'environnement et la santé des populations. Les gouvernements nationaux et locaux sont souvent limités en termes de ressources et de capacités pour faire face à l'augmentation rapide du volume et du type de déchets dangereux. Ces pollutions ont des effets de plus en plus graves sur la santé des populations et sur l'environnement, tandis que l'exposition cumulée et combinée à ces substances chimiques contribue à l'apparition de diverses maladies chroniques chez l'homme. Face à ce constat, l'ONU Environnement, l'OMS et l'Africa Institute ont créé un partenariat pour renforcer les capacités et mettre en oeuvre un système de surveillance et de gestion intégrée dans en matière de santé et d'environnement. Le projet ChemObs apporte aux pays les moyens de remplir leurs obligations au titre des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, notamment l'ODD 12.4.1, et de promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels, d'accroître les investissements dans les infrastructures de traitement des déchets et produits chimiques. Déjà implémenté dans cinq pays pilotes (Kenya, Tanzanie, Sénégal, Gabon, Ethiopie), ChemObs constitue un observatoire et une plateforme de partage de données, d'évaluation et de gestion des risques, de documentation et d'outils d'aide à la décision pour les plans et processus de développement nationaux.



*Pascal Revault,
Directeur de l'expertise et du plaidoyer à Action contre
la Faim*

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, UNE QUESTION DE TRANSECTORIALITÉ

Pascal Revault rappelle qu'au sein d'Action contre la Faim, une seule santé soutenable signifie ne jamais dissocier les enjeux humains, sociologiques de ceux environnementaux en considérant les écosystèmes comme des partenaires. Au regard des limites planétaires, les modes de consommation et les pollutions associées génèrent une aggravation extrêmement rapide de la situation sanitaire des populations, et plus particulièrement des plus vulnérables, accroissant également les défis liés à la malnutrition. La transition écologique est avant tout une question de transectorialité qui doit dépasser les notions de territoires et de domaines et engager des actions inclusives. Sur ces enjeux, les organisations humanitaires se considèrent responsables vis-à-vis des générations futures et souhaitent porter un changement de paradigme qui doit guider leurs interventions humanitaires. Si leurs actions, aussi cruciales soient-elles sur le terrain de l'urgence, peuvent néanmoins générer des impacts environnementaux et climatiques, la prise en compte de ces enjeux est donc une question de cohérence globale de leurs actions, de responsabilité et du respect du principe de « ne pas nuire ».

Pour assumer leurs responsabilités, les organisations de la solidarité internationale membres du Réseau Environnement Humanitaire ont cosigné une lettre d'engagement visant la réduction des risques climatiques et environnementaux de leurs actions. Le Groupe URD, ACTED, Action contre la Faim, ALIMA, CARE France, Électriciens Sans Frontières, Médecins du Monde, Première Urgence Internationale, le Secours Islamique France et Solidarités International entendent réduire leur empreinte carbone, adapter leur action humanitaire face à ces nouveaux enjeux, communiquer et entraîner d'autres acteurs pour rehausser cette ambition. A ce titre, ACF engage aujourd'hui une réflexion pour repenser l'ensemble de la chaîne de valeur de son action d'aide alimentaire d'urgence de façon à mieux considérer ses impacts au niveau environnemental, sanitaire et social. En privilégiant les systèmes alimentaires durables, ACF entend s'inscrire dans l'approche One Health pour promouvoir un changement de paradigme en intégrant non seulement les risques aigus mais aussi les risques chroniques et effets à long terme induits par la pression chimique des pollutions environnementales. Cela inclut notamment les questions des impacts liés aux consommables jetables utilisés dans l'aide d'urgence, assurant la réduction des contaminations aux agents infectieux mais par ailleurs induisant des pollutions durables, celle des intrants chimiques utilisés dans la production de l'aide alimentaire, l'utilisation d'un niveau élevé de chloration pour réduire les maladies hydriques, tout en induisant des sous-produits de la chloration dans l'environnement, les produits pharmaceutiques et leur libération dans le cycle de l'eau, induisant une antibiorésistance, ou encore les pressions générées sur les ressources en eau).

Pour intégrer l'ensemble de ces composantes, ACF travaille avec les États, les universités, les plateformes, et les communautés locales afin de pouvoir mieux anticiper ses réponses rapides de lutte contre la sous-nutrition et à la fois d'engager les conditions d'une santé durable pour tous.

CALL FOR ACTION

L'Afrique dispose d'atouts majeurs pour engager en priorité des investissements intelligents ciblés sur la réduction des risques environnementaux et climatiques, déterminants majeurs de la santé durable et de développement. Véritable changement de paradigme en matière de Santé, cette approche territoriale de la santé nécessite d'être soutenue de façon collective et sur le long terme autour des 4 priorités suivantes:



Accélérer le renforcement des capacités de santé environnementale autour des 8 axes stratégiques définis par l'HESA



Intégrer la démarche ONE HEALTH dans les politiques publiques, les programmes de formations initiale et professionnelle



Repenser les mécanismes de financement innovants et durablement fertiles pour les états



Inscrire et impulser ces 8 priorités stratégiques dans des approches intersectorielles et territoriales de la Santé

Parmi les différentes parties prenantes intervenues dans ces panels, les ONGs humanitaires sont les 1e témoins et le gestionnaires des conséquences sanitaires des dégradations environnementales et climatiques auprès des populations les plus vulnérables. Face à la multiplication des événements extrêmes, des urgences complexes, elles ont mesuré le défi opérationnel du volume croissant des besoins, de la réactivité et de l'adaptation à engager sans délais. En co-signant la Lettre d'engagement des Organisations Humanitaires pour le Climat, elles sont parmi les 1e à fédérer ces actions responsables auprès de l'ensemble de leurs parties prenantes institutionnelles, territoriales et communautaires pour impulser des projets pilotes sur ces défis environnementaux et climatiques impactant profondément les communautés les plus démunies.

Les initiatives de santé environnementale partagées lors de ces 3 Panels démontrent que ces actions intersectorielles sont possibles. Dans un esprit de territoires apprenants, elle offrent l'opportunité de conjuguer ensemble les valeurs ajoutées de toutes les parties prenantes, élus, institutionnels, acteurs des services essentiels (publics et privés), celles des communautés locales, acteurs de la société civile, ONGs et bien sur celles des jeunes (scolaires, universitaires), qui sont non seulement en demande mais constituent les meilleurs ambassadeurs de l'accompagnement au changement.

Engager au plus tôt le renforcement des capacités et des actions de Santé Environnementale, c'est engager des investissements intersectoriels intelligents et efficaces, sur la réduction des risques environnementaux et climatiques, contribuant activement à l'atteinte des 17 ODDs. Promouvoir la Santé Environnementale comme enjeu majeur de RSE, c'est permettre à tous les acteurs des territoires d'être promoteurs et responsables de la Santé Durable des générations présentes et futures.

A propos d'Armelle Hebert

Après une formation de doctorante à l'Institut Pasteur en Immunologie et Maladies infectieuses -Malaria (1998), Armelle a travaillé 7 ans en R&D puis en sécurité des médicaments / maladies auto-immunes pour Roche puis Merck.

La forte incidence de ces pathologies chez les patients jeunes l'a conduit à se spécialiser en Évaluation & Gestion des Risques de Santé liés à l'Environnement (Master II Santé Publique -EHESP2008), après quoi elle a intégré la R&I de Veolia pour promouvoir et développer l'approche One Health appliquée au cycle de l'eau, notamment vis-à-vis des effets cocktails des polluants chimiques (4-5 projets UE et à l'international).

Après 10 années sur ces projets passionnants, il lui est apparu essentiel de transmettre et de s'investir sur les défis de renforcement de santé environnementale dans les pays du Sud. Pour ce faire, elle a décidé en 2019 d'adosser son expertise métier aux instruments de politiques publiques, en réalisant un Master Executive à Sciences Po Paris (Spécialisé "Politiques Publiques & Management du Développement _ Potentiel Afrique") au cours duquel elle a cadré un projet de Renforcement des Capacités de Santé Environnementale auprès des acteurs (territoires/collectivités, opérateurs, institutionnels, ONGs) en Afrique.



A propos de (Re)sources

UN THINK TANK ENGAGÉ DEPUIS 2004 POUR L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS

Né en 2004 à Libreville lors d'un colloque fondateur sur le droit à l'eau et à l'énergie, (Re)sources se dédie depuis plus de 15 ans à construire des cercles de réflexion et plaidoyers autour de l'accès aux services essentiels en Afrique et au Moyen-Orient.

Nous sommes conscients que la recherche et l'information sont essentielles pour appuyer des prises de décisions et des pratiques éclairées et durables. A travers des approches intégrées, nous souhaitons mobiliser l'attention des décideurs publics, entreprises et populations afin de promouvoir des solutions novatrices et pertinentes qui répondent aux besoins autour de ces services.

Nous rassemblons ainsi une centaine de contributeurs et 35 membres, tous issus de domaines variés, et dont les regards croisés permettent d'étudier les problématiques sous les angles réglementaires, urbains, environnementaux, économiques, sociaux ou encore sanitaires.

NOS VALEURS



L'accès à l'eau, à l'énergie et à l'assainissement est le catalyseur du développement humain



La bonne gouvernance est le préalable à toute action durable en faveur des services essentiels



Les droits d'accès aux services essentiels, désormais reconnus droits fondamentaux, doivent être transposés dans les juridictions nationales



<https://www.thinktank-resources.com>

